



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
37 Boulevard Henri Dunant  
CS 80140  
71040 Macon Cedex 9

Mâcon, le 05/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ICPF**

74 quai du Commerce  
71600 Paray-Le-Monial

Références : CM/NM/2026/M\_108  
Code AIOT : 0005401812

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2026 dans l'établissement ICPF implanté 68, quai du Commerce 71600 Paray-le-Monial. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a pour objectif le récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 03/10/2025 et la vérification des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 03/10/2025 qui sont échues à la date d'inspection.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ICPF
- 68, quai du Commerce 71600 Paray-le-Monial
- Code AIOT : 0005401812

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Des activités de traitement du bois sont réalisées sur le site depuis 1934. L'établissement est classé ICPE, notamment pour la rubrique 2415. En raison de l'évolution de l'arrêté ministériel relatif à cette rubrique, des travaux de mise en conformité des installations sont prévus. La créosote est toujours utilisée sur le site, pour du traitement de traverses de chemin de fer dans un autoclave (destinées aux entreprises privées). L'établissement comporte également un autoclave de traitement au sel. L'autorisation d'utiliser de la créosote est valide jusqu'en 2029. Une substitution du produit est attendue sur la période 2025-2029, nécessitant des investissements.

Le site, initialement exploité par FBI, a été repris par ICPF (groupe Baret) en 1997. Une baisse d'activité est constatée par l'exploitant depuis 2019 environ. Le groupe Baret tend à investir également sur la technique des traverses béton.

Une pollution du site à la créosote est connue depuis la fin des années 1970. Des résurgences dans la rivière Bourbince proches sont régulièrement observées. Cette pollution a fait l'objet de nombreux arrêtés préfectoraux et études.

Il est à noter que la créosote est un produit extrêmement dangereux qui est inscrit à l'annexe XVII "liste des restrictions" du règlement REACH. La Créosote EN 13991 Grade C actuellement utilisée sur le site est notamment classée, au titre du règlement CLP comme :

- Cancérogénicité, Catégorie 1B (H350: Peut provoquer le cancer)
- Toxicité pour la reproduction, Catégorie 1B (H360F: Peut nuire à la fertilité) et Catégorie 2 (H361d: Susceptible de nuire au fœtus) ;
- Danger par aspiration, Catégorie 1 (H304: Peut être mortel en cas d'ingestion et de pénétration dans les voies respiratoires) ;
- Danger à court terme (aigu) pour le milieu aquatique, Catégorie 1 (H400: Très toxique pour les organismes aquatiques.) ;
- Danger à long terme (chronique) pour le milieu aquatique, Catégorie 1 (H410: Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.).

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Surveillance de l'air ambiant et des gaz du sol	Arrêté Préfectoral du 03/10/2025, article 5.1	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Surveillance du dispositif de traitement	Arrêté Préfectoral du 03/10/2025, article 7.2	Demande d'action corrective	1 mois
7	Entretien du dispositif de traitement	Arrêté Préfectoral du 03/10/2025, article 7.3	Demande d'action corrective	1 mois
8	Dispositif de protection de la rivière Bourbince	AP Complémentaire du 03/10/2025, article 7.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Caractérisation des eaux refoulées	AP de Mise en Demeure du 03/10/2025, article 1	Levée de mise en demeure
2	Dispositif de gestion des eaux traitées	AP de Mise en Demeure du 03/10/2025, article 1	Levée de mise en demeure
3	Réseau de surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 03/10/2025, article 4.1 a) et b)	Sans objet
5	Surveillance des sédiments et des poissons	AP Complémentaire du 03/10/2025, article 5.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est proposé la levée de la mise en demeure de l'arrêté préfectoral du 03/10/2025 portant sur la remise en conformité du dispositif de gestion des eaux traitées issues de l'unité de traitement et la caractérisation de ces eaux refoulées. Les résultats d'analyse de ces eaux n'appellent pas d'observations particulières.

L'exploitant entretient par ailleurs l'ensemble de ses dispositifs (tranchée drainante, unité de traitement, dispositifs de protection de la Bourbince). Il doit toutefois améliorer la traçabilité du suivi de ces opérations et compléter les analyses de eaux en entrée et sortie de l'unité de traitement (ajout d'un point de prélèvement en entrée et paramètres complémentaires).

En réponse aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 03/10/2025 visant un ensemble de mesures de diagnostic complémentaire de l'état des milieux et d'audit du dispositif

de traitement des eaux souterraines, l'exploitant a passé commande le 23/03/2026 avec le bureau d'études TAUW pour réaliser les opérations nécessaires. Certaines échéances de l'arrêté préfectoral complémentaires du 03/10/2025 sont dépassées, il n'est toutefois pas proposé de mise en demeure au vu de l'engagement de l'exploitant dans le programme d'investigations susmentionné.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Caractérisation des eaux refoulées

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/10/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sites et sols pollués
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société ICPF (SIRET n° 412 431 298 00014), dont le siège social est situé sur le territoire de la commune de Paray-le-Monial (71600), au 68, quai du commerce, est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite à la même adresse, de respecter les dispositions suivantes : I - Dans <b>un délai de deux mois (2 mois)</b> à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none"><li>de procéder à la caractérisation des eaux refoulées par l'unité de traitement et rejetées au fossé. Ces résultats seront transmis à l'inspection dans un délai d'1 semaine à compter de leur réception ;</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fait réaliser une analyse des eaux refoulées par l'unité de traitement en date du 02/02/2026. Les résultats ont été transmis à l'inspection par mail en date du 02/03/2026.  Les paramètres analysés sont représentatifs de l'activité de site : indice hydrocarbure (C10-C40), pH, température, indice phénol, métaux (arsenic dissous, chrome total, cuivre dissous), hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP).  Les résultats n'appellent pas de commentaire de la part de l'inspection. (Le comparatif des résultats en entrée et en sortie de l'unité est évoqué au point de contrôle n°6)  La mise en demeure est levée sur ce point malgré le retard pris dans la mise en œuvre de la prescription par rapport au délai imposé par l'arrêté préfectoral du 03/10/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 2 : Dispositif de gestion des eaux traitées

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/10/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sites et sols pollués
<b>Prescription contrôlée :</b>

La société ICPF (SIRET n° 412 431 298 00014), dont le siège social est situé sur le territoire de la commune de Paray-le-Monial (71600), au 68, quai du commerce, est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite à la même adresse, de respecter les dispositions suivantes :

[...]

II - Dans **un délai de quatre mois (4 mois)** à compter de la notification du présent arrêté :

- de procéder à la mise en conformité de son dispositif de gestion des eaux traitées issue de l'unité de traitement. Un justificatif de cette mise en conformité est transmis à l'inspection dans un délai d'1 semaine à compter de celle-ci ;

#### **Constats :**

Pour rappel, l'objectif de la mise en conformité du dispositif de gestion des eaux traitées vise à ne plus rejeter les eaux issues de l'unité de traitement dans le fossé en limite sud du site. Les eaux doivent être réinjectées dans le sol à la limite sud du chantier en application de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06/09/1985.

L'exploitant a transmis par mail à l'inspection en date du 09/02/2026 des éléments concernant l'avancement du chantier. L'inspection sur le terrain en date du 27/03/2026 a permis de constater visuellement la finalisation de l'opération.

L'exploitant a ainsi créé un puits d'infiltration en limite sud du site par excavation d'une zone de 5x4 mètres sur 2 mètres de profondeur. Des cailloux ont été positionnés pour garantir l'infiltration, absorber en permanence le débit traversant l'unité de traitement des eaux. L'exploitant indique que la zone n'est plus inondée en cas de fortes pluies. Lors de l'inspection du 27/03/2026 il a été constaté visuellement que l'eau présente dans le fossé est à un niveau bas et sans irisation.

La mise est levée sur ce point et dans son intégralité au vu de la conclusion du point de contrôle n°1.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### **N° 3 : Réseau de surveillance des eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 03/10/2025, article 4.1 a) et b)

**Thème(s) :** Risques chroniques, sites et sols pollués

**Prescription contrôlée :**

a) Réseau de surveillance

[...]

Comme prévu dans le plan de gestion, quatre piézomètres complémentaires sont implantés de la façon suivante en aval de la parcelle nord-ouest afin de délimiter les impacts identifiés sur ce secteur (cf plan en annexe) : deux piézomètres sont mis en place en doublon de type flûte de pan afin de caractériser la qualité de la nappe superficielle et de la nappe profonde, soit un total de 4 piézomètres. Les piézomètres profonds captant la 2<sup>ème</sup> nappe devront être isolés au niveau de la nappe superficielle afin de ne pas mettre en relations les 2 nappes.

[...]

**b) Mise en oeuvre**

Les quatre nouveaux piézomètres sont implantés dans un délai n'excédant pas **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté. Leur nom, profondeur et n° BSS sont transmis à l'inspection dans un délai de 2 mois maximum à compter de leur création, sous la forme d'un tableau récapitulatif et d'un plan.

**Constats :**

Pour répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 03/10/2025, l'exploitant a fait appel au bureau d'études TAUW qui a formulé une proposition de prestations en date du 27/01/2026. L'exploitant a signé un bon pour accord à cette proposition en date du 23/03/2026.

La proposition est intitulée " Diagnostic complémentaire de la qualité des milieux hors-site et audit du système de traitement sur site - Interprétation de l'Etat des Milieux (IEM) et mise à jour du Plan de Gestion (PG)" et comprend les prestations suivantes :

- réalisation de 4 piézomètres supplémentaires
- réalisation de 2 piézairs et analyses air ambiant / gaz du sol
- campagne de prélèvements et analyses de poissons dans la Bourbince
- interprétation des résultats d'investigation par une IEM
  
- mise à jour du plan de gestion dans le cadre d'un projet de réhabilitation ou d'aménagement d'un site
  
- rédaction d'un dossier de servitude d'utilité publique (SUP)
- diagnostic du système de traitement : tranchée drainante, puits nouveau, unité de traitement, tranchée d'injection.
- présentation des résultats à la DREAL - format visio.

Concernant la réalisation des piézomètres, la commande de l'exploitant au bureau d'études prévoit l'implantation de 4 nouveaux piézomètres avec deux piézomètres mis en place en doublon type "flute de pan" comme suit :

- Zone 1 : aval ouest du site sur le terrain de la société Buriller
  - o 1 piézomètre court de 7 m de profondeur ;
  - o 1 piézomètre profond d'environ 10 m ancré dans le 2ème niveau d'argile sous les sables.
- Zone 2 : en aval éloigné ouest du site, dans une parcelle agricole

<ul style="list-style-type: none"> <li>o 1 piézomètre court de 8 m de profondeur ;</li> <li>o 1 piézomètre profond 10 m ancré dans le 2ème niveau d'argile sous les sables.</li> </ul> <p>Les prélèvements d'eau souterraines seront intégrés à la surveillance réglementaire déjà en place sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Surveillance de l'air ambiant et des gaz du sol

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2025, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sites et sols pollués
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai n'excédant pas <b>2 mois</b> à compter de la notification du présent arrêté, une campagne complémentaire de surveillance de la qualité de l'air ambiant et des gaz des sols est réalisée sur site à l'extrémité ouest du bâtiment de production et hors site dans le bâtiment industriel voisin afin de confirmer les hypothèses de l'analyse des risques résiduels. Dans le cas où ces hypothèses ne seraient pas confirmées, l'étude est mise à jour.</p> <p>Les analyses portent notamment sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• CAV</li> <li>• naphtalène (analysé comme volatile)</li> <li>• phénols et dérivés</li> <li>• TPH</li> <li>• Somme des 16 HAP et chacun des composés</li> </ul> <p>Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence mentionnées ci-dessous.</p> <p>Les prélèvements seront réalisés par un prestataire certifié selon la norme NF X 31-620 ou équivalent. Les analyses seront réalisées par des organismes accrédités sur le référentiel NF EN ISO/CEI 17025 par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme d'accréditation signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA MLA).</p> <p>Les résultats de cette surveillance sont comparés aux valeurs de référence en vigueur (avis Agence Nationale Sécurité Sanitaire Alimentaire Nationale, avis du Haut Conseil de la Santé Publique, données de l'Interprétation de l'État des Milieux, etc).</p> <p>Les résultats comparés aux valeurs de référence sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception et au plus tard dans les <b>2 mois</b> qui suivent la réalisation des prélèvements.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme présenté au point de contrôle n°3, la proposition de prestations du bureau d'études TAUW pour laquelle l'exploitant a signé un bon pour accord en date du 23/03/2026 inclut la réalisation d'investigation sur les gaz du sol et l'air ambiant afin de lever le doute sur l'exposition des travailleurs actuellement présents en limite hors-site (ouest).</p> <p>La proposition consiste en la réalisation de gaz du sol et d'air ambiant en 3 points :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 points ayant déjà fait l'objet d'une campagne de surveillance en septembre 2023 : limite ouest</li> </ul>

<p>du site et point de résurgence au nouveau de la Bourbince</p> <p>- 1 point nouveau à l'intérieur du bâtiment industriel situé à l'ouest du site et actuellement exploité par Buriller Père et Fils sous réserve de l'obtention de l'autorisation à réaliser ce prélèvement.</p> <p>Il est indiqué dans la proposition que la campagnes de mesures portera sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- TPH C5-C16, BTEXN, HAP ;</li> <li>- Phénol, Xylénols, Crésols, Méthylnaphtalène, Diméthylnaphtalène, Triméthylnaphtalène.</li> </ul> <p>La proposition prévoit d'intégrer les résultats de surveillance à l'interprétation de l'état des milieux (IEM).</p> <p><b>Non-conformité</b> La proposition n'inclut pas l'analyse des CAV.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de faire compléter le programme analytique par l'analyse des CAV.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 5 : Surveillance des sédiments et des poissons

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/10/2025, article 5.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sites et sols pollués</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Au regard de la migration de la pollution des eaux souterraines hors du site et des usages constatés, l'opportunité de procéder à des caractérisations de la qualité des sédiments et des poissons sera étudiée. Les conclusions de cette étude seront transmises à l'inspection dans un délai de <b>4 mois</b> à compter de la notification du présent arrêté. Si l'utilité de ces caractérisations sont confirmées, cette étude comprend une proposition de programme de caractérisation. Ce programme de caractérisation est mis en œuvre dans un délai de <b>12 mois</b> à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme présenté au point de contrôle n°3, la proposition de prestations du bureau d'études TAUW pour laquelle l'exploitant a signé un bon pour accord en date du 23/03/2026 inclut la réalisation d'investigation sur la qualité des denrées alimentaires au travers d'analyse sur les</p>

poissons.

La proposition indique que ces analyses permettront de vérifier la bioaccumulation de polluants dans les poissons et de caractériser la voie d'exposition liée à leur ingestion. Ces investigations s'inscrivent dans la démarche d'IEM. Il est prévu de réaliser trois prélèvements de poissons : un en amont de la résurgence, un au niveau du site et de la résurgence, et un dernier en aval. La proposition souligne le fait que d'après les observations réalisées par le bureau d'études, la présence de poissons dans la Bourbince semble rare et ponctuelle. Il sera fait appel à la Fédération de pêche de Saône-et-Loire pour la réalisation des prélèvements.

A noter que l'analyse des sédiments n'est pas retenue, ce qui n'appelle pas d'observations de la part de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Surveillance du dispositif de traitement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/10/2025, article 7.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, sites et sols pollués

**Prescription contrôlée :**

Il est mis en place et maintenu en état un dispositif technique complété de mesures organisationnelles permettant de garantir la comptabilisation, en tout temps, des volumes prélevés dans la tranchée drainante et le puits nouveau, et refoulés par l'unité de décantation. Les indications de ces appareils de mesure seront relevées mensuellement et inscrites dans un registre prévu à cet effet.

Il est procédé à périodicité semestrielle à la caractérisation des eaux en entrée et en sortie de l'unité de traitement. Les points de prélèvement sont les suivants :

- canalisation tranchée drainante ;
- canalisation puits nouveau ;
- canalisation de refoulement.

Les paramètres définis à l'article 4.3 du présent arrêté sont analysés.

La première caractérisation est réalisée dans un délai de **2 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

**Constats :**

Depuis le 04/04/2023, l'exploitant tient mensuellement un registre de la comptabilisation :

- des volumes qui entrent dans l'unité de traitement, à la fois depuis la pompe de la tranchée drainante et par la pompe du puits nouveau
- des volumes qui sortent de l'unité.

Il a fait procéder au prélèvement en date du 02/02/2026 pour analyse des eaux en entrée et en sortie de la station.

**Non-conformité**

L'analyse des eaux en entrée de la station n'a été faite distinctement au niveau de la canalisation

de la tranchée drainante et au niveau de la canalisation du puits nouveau, mais en un seul point nommé « BAC ENTREE ».

#### **Non-conformité**

Les paramètres analysés sont les suivants : indice hydrocarbure (C10-C40), pH, température, indice phénol, métaux (arsenic dissous, chrome total, cuivre dissous), hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP).

Par rapport à l'arrêté 4.3 de l'arrêté du 03/10/2025, il manque les paramètres suivants :

- hydrocarbures totaux (code sandre 7008)
- composés aromatiques polycycliques oxygénés (CAP-O)

Les résultats montrent un léger abattement par l'unité de traitement des polluants présents (et ayant fait l'objet d'une analyse) à un niveau jugé déjà faible dès le point nommé « BAC ENTREE ». Ces résultats n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection à ce stade mais doivent être complétées pour une meilleure interprétation.

Paramètre analytique	Résultats ENTREE BAC (mg/l)	Résultats SORTIE BAS (mg/l)
Indice hydrocarbures (C10-C40)	8,3	6
Indice phénol	0,1	0,08
Arsenic dissous	0,008	0,007
Chrome total	0,007	0,006
Cuivre dissous	0,013	0,011
HAP	<LQ	<LQ

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de :

- procéder à l'analyse séparée des eaux issues de la tranchée drainante et du puits nouveau pour caractériser la qualité de l'eau en entrée de l'unité de traitement ;
- faire compléter les analyses avec les paramètres hydrocarbures totaux et composés aromatiques polycycliques oxygénés (CAP-O). Pour ces derniers composés, la surveillance sera limitée à 2 campagnes de surveillance.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois
--------------------------------

**N° 7 : Entretien du dispositif de traitement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2025, article 7.3
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sites et sols pollués
---

**Prescription contrôlée :**

La tranchée drainante et plus particulièrement les buses de la tranchée drainante font l'objet d'un entretien régulier, y compris au niveau de la parcelle AP 0001. Cet entretien comprend notamment le débroussaillage des accès et des espaces alentours.

L'unité de décantation fait l'objet d'un entretien régulier, avec des enregistrements associés. Il est procédé régulièrement à un écrémage de la phase flottante et à un curage de la phase coulante. Les produits récupérés sont évacués en tant que déchets en filière autorisée. L'exploitant tient un registre de ces opérations et des quantités récupérées.

La tranchée d'infiltration fait l'objet d'un entretien régulier.

**Constats :**

Concernant la tranchée drainante, l'exploitant procède au débroussaillage des parties de la tranchée devant rester accessibles, à savoir le regard où se trouve la pompe de refoulement vers l'unité de traitement. Il procède en tant que de besoin au remplacement de la pompe et veille à l'état des canalisations.

Concernant l'unité de traitement, l'exploitant relève les opérations d'entretien sur le registre de comptabilisation des volumes d'eau en entrée et sortie de l'unité. Il s'agit par exemple des changements de pompe.

**Non-conformité**

Les opérations d'écrémage de la phase flottante le curage de la phase coulante n'est toutefois pas mentionné sur ce registre. L'exploitant indique que l'écrémage est fait ponctuellement avec élimination de la phase flottante avec les déchets dangereux, mais qu'aucun curage n'est réalisé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de répertorier les opérations d'écrémage et d'élimination de la phase flottante sur les bassins de l'unité de traitement sur le registre de suivi de cette unité. Il est également demandé de procéder au curage de la phase coulante.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
--

<b>Proposition de délais :</b> 1 mois
---------------------------------------

**N° 8 : Dispositif de protection de la rivière Bourbince**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/10/2025, article 7.6
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sites et sols pollués
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Il est mis en place un dispositif technique complété de mesures organisationnelles permettant de retenir efficacement les polluants au niveau de leur sortie dans la Bourbince.

Il est notamment procédé à :

- la mise en place d'un dispositif technique efficace permettant de contenir et capter les polluants au niveau du point de résurgence dans la rivière Bourbince ;
- des contrôles hebdomadaires destinés à s'assurer que les mesures mises en place au point de résurgence à la rivière Bourbince demeurent effectives et efficaces dans le temps. Ces contrôles font l'objet d'un enregistrement (ex.: tenue d'un registre comportant les dates de contrôle, la nature des interventions réalisées, les commentaires utiles, le bilan matière en lien les opérations d'éliminations des boudins saturés).

Si besoin, ces contrôles conduisent à des actions correctives qui font également l'objet d'un enregistrement.

### **Constats :**

L'inspection a effectué un contrôle visuel du dispositif de protection de la Bourbince depuis la berge au niveau de point de résurgence lors de la visite du 27/03/2026. Les boudins flottants étaient en place. Une irisation était visible sur la surface retenue par les boudins et s'échappant toutefois légèrement par certaines jonctions entre les boudins.

L'exploitant indique procéder à une ronde de surveillance hebdomadaire afin de vérifier la bonne mise en place du dispositif de protection et de mettre en œuvre des mesures correctives le cas échéant. Il procède notamment au repositionnement des boudins si nécessaire car les boudins peuvent avoir été déplacés par la fluctuation du niveau d'eau de la Bourbince.

Depuis 2021, il tient un registre de suivi du résultat de ces contrôles hebdomadaire qui a été consulté lors de l'inspection. Ce registre recueille les informations suivantes :

- date et heure du contrôles
- nom de l'opérateur
- indices organoleptiques (odeur, irisation, phase libre visible)
- observations particulières
- mesure immédiates à mettre en œuvre le cas échéant.

Dans l'ensemble, les contrôles hebdomadaires relèvent une absence d'irisation en dehors du barrage mais nécessitent un repositionnement régulier des boudins flottants.

Les opérations de remplacement des boudins sont effectuées par le bureau d'études TAUW à fréquence semestrielle. Ces opérations sont relevées dans le registre de suivi jusqu'au 24/10/2024 et font également l'objet d'un tableau de suivi séparé.

L'exploitant indique que les boudins sont éliminés chez un opérateur de traitement de déchets dangereux. Le tableau de suivi des remplacements de boudins indique que ces derniers sont « placés en benne DIS avant évacuation par filière spécifique ». Les bordereaux de suivi de déchets

n'ont toutefois pas été présentés en inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de centraliser le suivi des opérations relatives à la protection de la Bourbince sur un seul document (opérations menées par ICPF et par TAUW). Il est également demandé à l'exploitant de fournir le justificatif de l'élimination des boudins en tant que déchet dangereux (bordereau de suivi de déchets dangereux) pour la dernière opération de remplacement des boudins, à savoir le 03/11/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois